

Notre collègue Mme Christine RENON, directrice de l'école Méhul de Pantin, s'est donné la mort sur son lieu de travail. Ce geste ultime témoigne d'une situation d'une extrême souffrance au travail qui fait écho au mal être de l'ensemble de notre profession.

Un drame est toujours un labyrinthe de causes. Le geste de notre défunte collègue est un éclairage sur notre métier et plus généralement l'école, notre école.

Chaque rentrée scolaire, chaque réforme se traduit par plus de rigidité, plus de demandes, plus de choses à faire, plus d'énergie et de temps qui ne sont pas en lien avec les besoins des élèves.

Nos conditions de travail sont de plus en plus difficiles. A l'heure où on se soucie du bien être des élèves, il est grand temps de se soucier aussi de l'état physique et moral des personnes qui entourent les élèves au quotidien. Professeurs des écoles, ATSEM, AVS, directeurs d'école... récemment conspués dans les médias sur des questions salariales alors qu'ils doivent jongler avec des classes surchargées, des injonctions ministérielles toujours plus fortes, toujours dans l'urgence, des relations avec les familles de plus en plus tendues, un manque de formation continue et initiale, une surcharge des tâches chronophages des directions d'école, tout cela avec les salaires les plus bas d'Europe pour le premier degré. Malgré ce, les équipes travaillent, travaillent beaucoup sans compter leurs heures bien au-delà de leurs obligations réglementaires de service parfois même jusqu'à l'épuisement. Il est temps d'entendre ce mal-être !

Le silence du ministre de l'Éducation Nationale est assourdissant... assourdissant de questionnements.

Sa première prise de parole jeudi 3 octobre ne proposait rien de concret et a remis sur la table le statut hiérarchique des directrices et des directeurs d'école. Ce statut les transformerait en managers et les éloignerait des collègues, accentuant la perte de sens du métier et la souffrance au travail. Le SNUipp-FSU rappelle son opposition au statut hiérarchique de la direction d'école et rappelle la souveraineté du Conseil des maîtres.

Nous condamnons l'incident violent sur l'école Jules Verne d'Agde.

Le SNUippFSU34 accompagne l'équipe en apportant son soutien aux enseignants. La sur-médiatisation des faits ne va pas dans le sens d'un apaisement de la situation.

Nous avons à plusieurs reprises évoqué dans les CAPD précédentes la demande de certaines écoles du secteur d'Agde à passer en REP-REP+.

Nous souhaiterions avoir le nombre de faits de violence pour l'année 2018-2019 et aussi depuis la rentrée dans notre département.

Venons-en à l'objet de cette CAPD.

Nous déplorons qu'elle soit fixée le matin.

De ce fait, les délégués du personnel ne disposent pas du temps nécessaire et indispensable de préparation en amont. De plus, nous signalons la mauvaise qualité des documents : impossibilité de faire une recherche par nom sans lire la totalité du document alors qu'il suffirait de mettre le document pdf en pièce jointe.

Aujourd'hui, nous traitons du plan de formation. Nous ne doutons pas que vous allez nous présenter des chiffres qui montrent l'efficacité du dispositif, mais la formation initiale est de très mauvaise qualité, l'entrée dans le métier de moins en moins attrayante. Preuve en est la crise de recrutement à l'échelle nationale qui s'accroît. La formation continue, quant à elle, est réduite à peu de chagrin avec nombres de modules à candidatures désignées, et ne répond pas aux demandes de formation de nos collègues.

89 modules au total dont 10 seulement à public non désigné avec 267 candidatures exprimées et 95 places ; 35 % de demandes satisfaites.

Nous vous demandons au minimum de dédoubler les modules les plus demandés afin que les candidatures des collègues soient satisfaites. Après calcul, nous constatons que 4354 demi-journées ne sont pas pourvues. Cela permettrait de satisfaire les 172 collègues non retenus (440 demi-journées). Par ailleurs que deviennent ces demi-journées non utilisées ?

Nous y reviendrons sans doute dans le courant de cette CAPD ; cependant, à l'heure où elle s'ouvre, l'Education nationale est en deuil. Nous demandons donc une minute de silence en hommage à notre collègue Christine Renon.